

CONJONCTURE.....

## Conjoncture début 2010 : une croissance hésitante

**Dans un contexte national de croissance molle début 2010, l'activité en Limousin redémarre de manière constante mais modérée.**

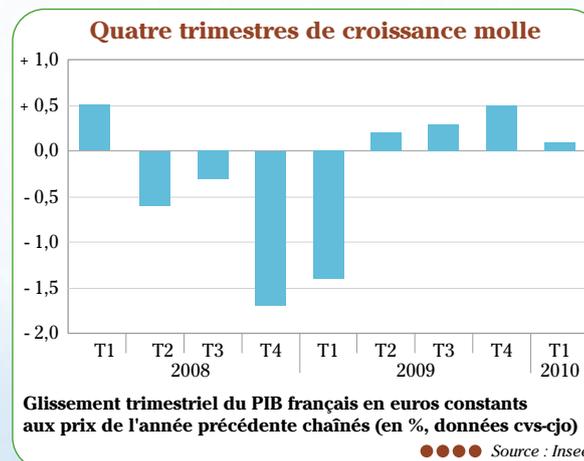
**Ménages et entreprises restent prudents en matière d'investissement. Dans l'industrie, l'utilisation des capacités de production, en progression fin 2009, se stabilise début 2010 mais à un niveau encore faible.**

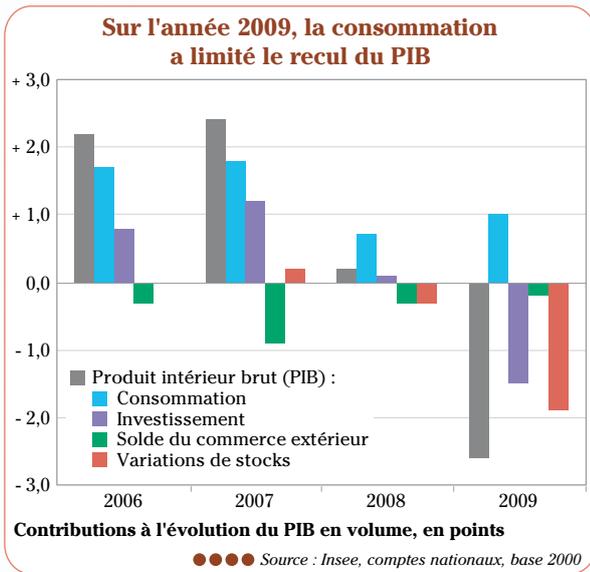
**Fin 2009, l'intérim repart à la hausse et modère les pertes d'emploi. Dans le commerce, l'emploi salarié commence à se stabiliser. Le chômage continue cependant de progresser.**

Depuis quatre trimestres, la France connaît une croissance très modérée. Au premier trimestre 2010, le produit intérieur brut augmente de 0,1 %, après une progression de 0,5 % au dernier trimestre 2009. Stabilisation de la consommation, poursuite de la contraction des investissements, reprise du mouvement de déstockage... seule l'amélioration du solde commercial extérieur soutient l'activité en début d'année.

### Progression mesurée de l'activité industrielle

Depuis le mois d'octobre 2009, les chefs d'entreprise limousins interrogés par la Banque de France confirment un redémarrage constant mais modéré de l'activité industrielle. Les carnets de commande se reconstituent régulièrement. Cependant, leur niveau est toujours considéré comme inférieur à la normale, alors même que les entrepreneurs ont revu leurs exigences à la baisse depuis la crise. L'augmentation des volumes de fabrication n'est pas encore suffisante pour retrouver un taux d'utilisation des capacités de production satisfaisant. Ainsi, après avoir progressé au cours des derniers mois de 2009, le taux d'utilisation des capacités de production reste stable, loin de ses niveaux historiques. Cette évolution touche tous les secteurs, même si elle est plus fortement ressentie dans les biens





de consommation, les biens d'équipement et les biens intermédiaires en début d'année 2010. La progression des industries limousines travaillant pour l'automobile est plus linéaire. Orientées surtout vers l'exportation, elles évoluent indépendamment du marché intérieur. Elles ne bénéficient pas de la hausse des immatriculations, d'environ 20 %, observée en Limousin comme en France au dernier trimestre 2009. La fin annoncée de la prime à la casse avait poussé les ménages à anticiper leurs achats.

### Prudence en matière d'investissement

Malgré une amélioration en fin d'année 2009, les conditions de financement restent nettement moins favorables qu'avant la crise : les conditions d'octroi des prêts ont été durcies et les taux d'intérêt sont plus élevés. Ajouté à la sous-utilisation persistante de l'outil productif, cela pousse les entrepreneurs à la prudence. Ils limitent toujours leurs investissements, notamment en bien immobiliers. Certes, la baisse se modère : les surfaces de locaux professionnels mises en construction diminuent seulement

de 8 % au quatrième trimestre 2009 après - 18 % au trimestre précédent. Cependant, par rapport à la même période de 2008, la surface mise en construction est inférieure de moitié. Presque tous les secteurs sont touchés, excepté ceux des stockages industriels et des bureaux.

Cette frilosité de l'investissement ne se limite pas à la construction. La plupart des entreprises préfèrent différer la mise en œuvre des programmes d'investissement qu'elles avaient pu planifier.

Les ménages se montrent également prudents dans leurs investissements, principalement constitués des achats de logements. Certes, au dernier trimestre 2009, la construction neuve reprend brutalement. Après le point bas du troisième trimestre, le nombre de logements commencés augmente de 45 %. Mais il reste très loin des valeurs atteintes dans la période la plus faste. Avec 889 logements commencés en un trimestre, c'est un retour à la situation du début de la décennie. L'entretien-rénovation évolue différemment : au dernier trimestre, cette activité se stabilise pour le logement, tandis que la baisse se poursuit pour

les locaux professionnels. Dans les travaux publics, les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics soutiennent l'activité et l'année 2009 se termine mieux que la précédente. L'activité bénéficie du dispositif de versement anticipé du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) permis par le plan de relance.

### Toujours plus d'auto-entrepreneurs

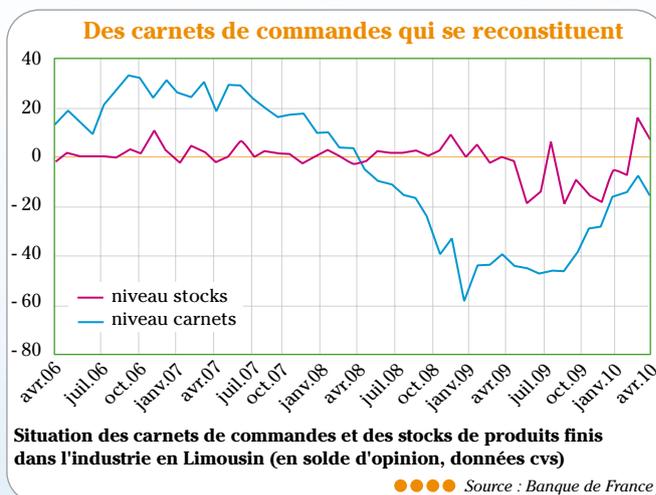
Fin 2009 et début 2010, les créations d'entreprises sont très dynamiques : on enregistre chaque trimestre des hausses supérieures à 10 %, en Limousin comme en France. Ce rythme des créations d'entreprises, très supérieur à la moyenne de longue période, est lié au succès du statut d'auto-entrepreneur, entré en vigueur début 2009.

Ce statut concerne près de 60 % des entreprises nouvellement créées, en Limousin comme en France. Au premier trimestre 2010, 923 entreprises sont créées sous ce statut, soit 40 % de plus qu'au même trimestre de l'année précédente. Cependant, il est difficile d'apprécier si ces créations sont portées par la reprise économique ou s'il s'agit d'une alternative au chômage.

Parallèlement, la hausse des défaillances d'entreprises se poursuit. En Limousin, 605 procédures de redressement judiciaire sont ouvertes en 2009, soit une augmentation de 19 % en un an, contre 6 % en France. Ce niveau de défaillances dépasse nettement la moyenne de longue période.

### La reprise de l'intérim modère les pertes d'emploi

Au quatrième trimestre 2009, avec un recul de 0,3 %, l'emploi salarié limousin est de nouveau en baisse dans les secteurs prin-



**Tableau de bord au quatrième trimestre 2009**

	Valeur brute du 4 <sup>e</sup> trimestre 2009		Évolution en % sur un trimestre (cvs)		Évolution en % sur un an (cvs)	
	Limousin	France	Limousin	France	Limousin	France
DEFM (cat. A, B et C)	39 320	3 905 590	+ 2,2	+ 2,4	+ 16,3	+ 18,6
Emploi salarié *			- 0,3	- 0,1	- 2,2	- 2,2
Industrie			- 1,3	- 1,0	- 5,8	- 4,9
Construction			- 0,8	- 0,8	- 3,9	- 3,4
Commerce			- 0,1	+ 0,0	- 2,1	- 1,7
Services hors intérim			- 0,4	+ 0,0	- 0,2	- 0,9
Créations d'entreprises **	1 250	154 917	+ 12,2	+ 11,5	+ 84,0 ***	+ 75,7 ***
Défaillances d'entreprises ****	170	14 248	+ 23,6	+ 2,9	+ 18,7 ***	+ 6,2 ***
Logements commencés	889	84 884	+ 45,4	+ 6,5	- 29,8 ***	- 16,2 ***
Locaux professionnels (en milliers de m <sup>2</sup> )	52	5 761	- 8,4	- 12,8	- 35,5 ***	- 23,4 ***
Immatriculations de véhicules neufs	7 281	655 170	+ 20,9	+ 18,0	+ 8,1 ***	+ 10,7 ***

\* : ensemble de l'économie hors agriculture et secteurs principalement non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) - y compris intérim  
 \*\* : y compris les créations sous le statut d'auto-entrepreneur, entré en vigueur le 1er janvier 2009 ; seule la composante "hors auto-entrepreneurs" est désaisonnalisée  
 \*\*\* : en moyenne annuelle  
 \*\*\*\* : en date de publication au BODACC

Source : Insee, Pôle Emploi, Dares, Meeddm - SOeS

principalement marchands. Cette diminution est plus prononcée qu'au niveau national (- 0,1 %). L'industrie régionale continue de perdre 1,3 % de ses emplois salariés. Si ce recul est supérieur à la moyenne nationale (- 1,0 %), il est cependant le moins important de ceux enregistrés au cours des quatre trimestres de 2009. La construction subit une perte moins accentuée : elle poursuit son repli au même rythme que le trimestre précédent (- 0,8 %). Quant au commerce, il tend à stabiliser son emploi salarié en fin d'année (- 0,1 %). Seuls les services marchands,

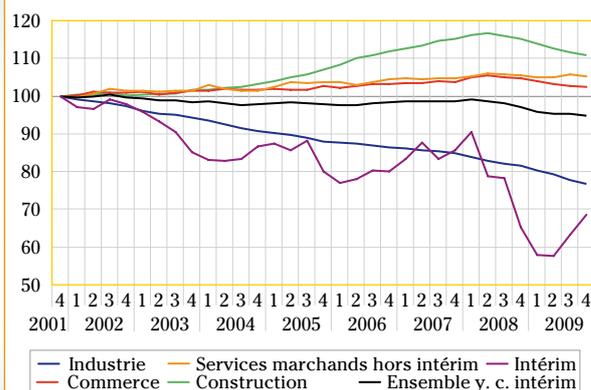
hors intérim, réalisent un résultat moins bon qu'auparavant. Après une reprise de la croissance au troisième trimestre, leur emploi baisse de 0,4 % en fin d'année. La hausse enregistrée par les transports et l'entreposage ne compense par les reculs, notamment dans l'hébergement et la restauration. La reprise de l'intérim modère, cependant, les pertes d'emploi. L'amélioration continue du niveau de la production se traduit en effet par le retour d'intérimaires sur quelques sites industriels. Les entreprises ont d'abord recours à l'intérim pour ajuster leur main-d'œuvre avant d'utiliser les heures supplémentaires ou de recruter de nouveaux personnels. Cette reprise de l'emploi intérimaire est marquée dans la région : au quatrième trimestre, en équivalent-temps-plein, il augmente de 8,3 %, contre 3,4 % en France. Cependant, l'intérim est loin de retrouver son niveau d'avant la crise. Au dernier trimestre 2009, les intérimaires li-

mousins représentent seulement l'équivalent de 4 500 temps plein, soit un quart de moins qu'au cours de la même période en 2007.

### Évolution du chômage en demi-teinte

En Limousin, le taux de chômage s'établit en moyenne, au cours du quatrième trimestre 2009, à 8,1 % de la population active, contre 9,6 % en France métropolitaine. Ce taux marque une reprise de la hausse pour la région (+ 0,3 point), moins forte cependant qu'au niveau na-

**Redémarrage de l'intérim depuis l'automne 2009**

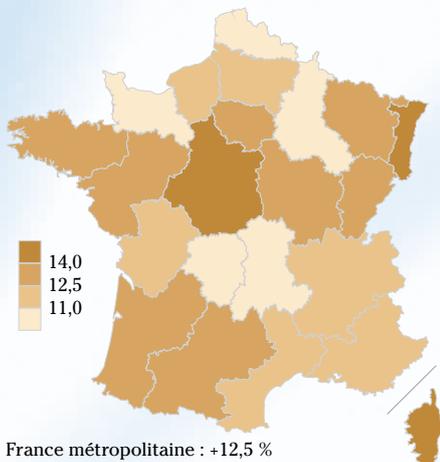


**Emploi salarié marchand en Limousin par trimestre, en indice (base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2001) - données cvs**

Champ : Ensemble de l'économie hors agriculture et hors secteurs principalement non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale)

Source : Insee, estimations d'emploi

### Progression sur un an des demandeurs d'emploi : le Limousin parmi les moins touchés



France métropolitaine : +12,5 %

Variation du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B et C, entre mars 2009 et 2010, en données brutes (%)

Source : Pôle emploi, Dares

tional (+ 0,5 point). Le Limousin retrouve un taux de chômage qu'il n'avait plus connu depuis la fin des années quatre vingt dix. Il reste néanmoins la région la moins pénalisée.

La Haute-Vienne s'avère la plus touchée : ce département cumule le taux de chômage le plus élevé de la région (8,8 %) et la hausse la plus prononcée fin 2009 (+ 0,4 point). Les bassins d'emploi de Limoges et de Rochechouart, à forte composante industrielle, demeurent les plus pénalisés de la région (8,9 % et 9,1 %). Bellac, parmi les bassins d'emploi les moins affectés avant la crise, a subi une dégradation aussi forte que Limo-

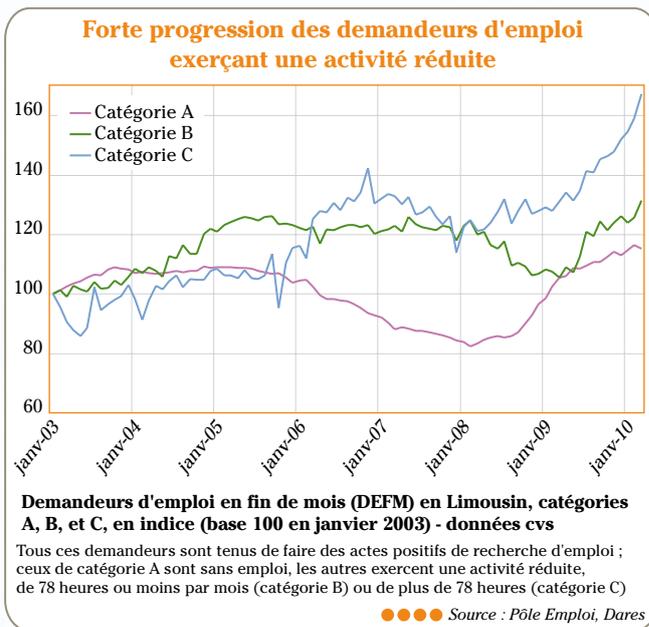
ges : + 0,5 point au dernier trimestre 2009.

Le taux de chômage de la Creuse s'avère conforme à la moyenne régionale : 8,2 % après une hausse de 0,3 point fin 2009.

La Corrèze fait figure d'exception avec un chômage qui n'augmente plus, stabilisé à 6,8 % sur l'ensemble du dernier semestre.

Au premier trimestre 2010, le nombre de deman-

deurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) augmente à un rythme ralenti, en Limousin comme en France : + 0,7 %, après + 2,2 % le trimestre précédent. Avec 39 350 demandeurs d'emploi (catégories A, B et C), le mois de mars s'inscrit même en léger recul par rapport au mois de février.



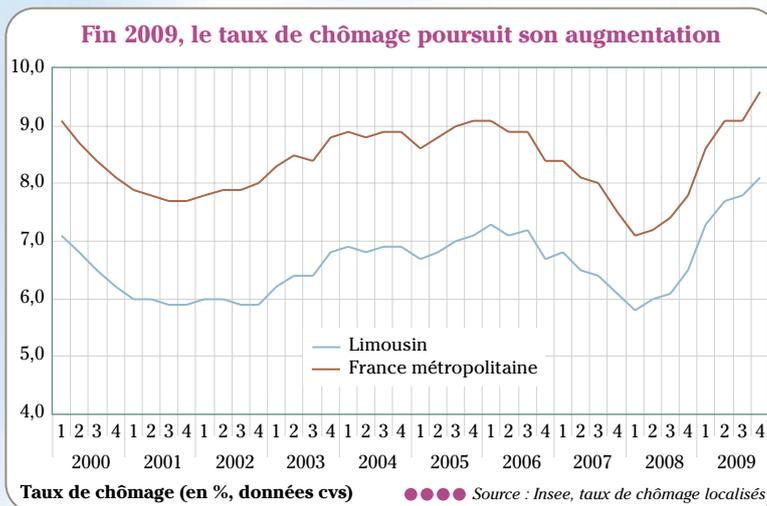
Cependant, la France doit faire face à l'allongement de la durée du chômage. Le Limousin ne fait pas exception : le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 7 % au premier trimestre 2010, après + 9 % fin 2009. Les chômeurs depuis plus d'un an représentent désormais 38 % des demandeurs d'emploi (catégories A, B et C).

### Des perspectives peu toniques

Dans cette période de reprise, les prévisions restent entourées d'une grande incertitude. En France comme en Limousin, la croissance resterait modérée durant tout le premier semestre 2010.

Malgré l'amélioration des conditions de financement, les chefs d'entreprise demeureraient hésitants. Mouvement de restockage et mise en œuvre de nouveaux projets d'investissement ne sont pas garantis. En cause, la reprise balbutiante de la demande intérieure : la consommation des ménages stagnerait, fragilisée par la faiblesse du pouvoir d'achat et le contrecoup de la prime à la casse. Seul le commerce extérieur, soutenu par les économies émergentes, pourrait dynamiser l'économie française.

L'emploi devrait encore diminuer, sur un rythme plus ralenti, s'ajustant avec un certain décalage à la reprise de l'activité. Le taux de chômage national frôlerait le seuil des 10 %.



 29 rue Beyrand  
87031 Limoges cedex

Informations statistiques 09 72 72 40 00

 [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Directeur de la publication Fabienne Le Hellay  
Rédacteur en chef Frédéric Châtel  
Mise en forme Isabelle Bonneau, Martine Herny  
Impression Sotiplan - Limoges  
Maquette iti communication

Prix 2,70 euros

Dépôt légal : juin 2010

Code SAGE : FOC106624  
ISSN : 1765-4475  
Copyright - INSEE 2010

« La rediffusion, sous quelque forme que ce soit, des fonds de cartes issus du fichier GéoFLA® de l'IGN est soumise à l'autorisation préalable de l'IGN et au paiement auprès de cet organisme des redevances correspondantes ».

●●●● Anne-Lise Duplessy,  
Rédaction achevée le 24 mai 2010